

360049-2026 - Mise en concurrence

France – Services internet – Solution informatique supportant les activités achats (Source to contract) de la Banque de France (Projet GAIA)

OJ S 100/2026 27/05/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Adresse électronique: achats.informatiques@banque-france.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Affaires économiques

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Solution informatique supportant les activités achats (Source to contract) de la Banque de France (Projet GAIA)

Description: Le marché a pour objet la souscription à une solution informatique supportant les activités achats (Source to contract) de la Banque de France.

Identifiant de la procédure: 1bee0bbf-60c1-4c26-9c8c-c13ed405d206

Identifiant interne: AE20260009-GAIA

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: Documents de marché

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72400000 Services internet

Nomenclature complémentaire (cpv): 48000000 Logiciels et systèmes d'information

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Informations complémentaires: Les prestations se déroulent principalement dans les locaux du Titulaire, et/ou dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 7 200 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 9 900 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Le candidat fournit à l'appui de sa candidature: I - une attestation sur l'honneur dûment datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment

qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant les travailleurs handicapés ; II - les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager les candidats, et du mandataire en cas de groupement d'entreprises ; III - la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire <https://ted.europa.eu/TED> ou sauvegarde. Ces renseignements peuvent être présentés dans un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> Pour la fourniture des documents ou renseignements demandés ci-dessus, le candidat peut valablement produire les pièces ou informations équivalentes dans l'État dans lequel il est établi. Conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique, le soumissionnaire doit remettre une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (groupement, sous-traitance), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. IV[1]une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 du décret n° 2014-1233 du 29 octobre 2014 relatif au règlement (UE) 833 /2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante : : <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>. Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (groupement, sous-traitance), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. Les candidats souhaitant déposer un dossier suivent la procédure figurant dans le document intitulé « modalités de dépôt des plis » téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France : <https://achats-banquedefrance.safetender.com/> . Conformément à l'article R2144-5 du code de la commande publique, les candidats retenus pour déposer une offre seront invités à produire les certificats fiscaux et sociaux visés aux articles 1er et 2 de l'arrêté du 22 mars 2019, fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession. Les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (ou, le cas échéant D.8222-7, D8254-3 et R1263-12 du Code du travail) relatives au travail dissimulé devront également être produites. Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur le profil acheteur de la Banque de France, les candidats ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par le profil acheteur de la Banque de France des éventuelles modifications opérées dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant le profil acheteur de la Banque de France, le service support est joignable aux coordonnées suivantes : E-mail : support@safetender.com Tél : 08 25 00 13 26 (0,20 €/ min + prix d'un appel local) (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00) Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces du présent avis. À défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Solution informatique supportant les activités achats amont (Source to contract) de la Banque de France

Description: Le marché a pour objet la souscription a une solution informatique supportant les activités achats amont (Source to contract) de la Banque de France.

Identifiant interne: AE20260009_GAIA

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72400000 Services internet

Nomenclature complémentaire (cpv): 48000000 Logiciels et systèmes d'information

Options:

Description des options: Le marché a une durée ferme de 48 mois avec quatre possibilités de reconduction de 12 mois chacune.

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Informations complémentaires: Les prestations se déroulent principalement dans les locaux du Titulaire.

5.1.3. Durée estimée

Durée: 96 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 4

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 7 200 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 9 900 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.11. Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Date limite de demande d'informations complémentaires: 12/06/2026 12:00:00 (UTC+02:00)

Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de la procédure:

Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner: 17/07/2026

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 22/06/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France.

Un accord de confidentialité est requis: non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Justification de la durée de l'accord-cadre: La mise en place d'un marché pour une Solution de SI achat nécessite une phase projet d'une durée de 15 mois, afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de la Solution. La durée maximale étendue à 8 ans s'explique notamment par la complexité des travaux de déploiement et d'interconnexion de la Solution avec les périmètres Approvisionnement et BI transverse. Les périodes de reconduction visent à sécuriser la maintenabilité de la Solution et à assurer un coût global maîtrisé, mais également à permettre une issue dans le cas d'un potentiel virage au niveau de la stratégie technique de la Banque de France (hébergement souverain).

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Description des délais d'introduction des procédures de recours: - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu' à la signature du marché, - Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, - Recours de

pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, - Référé-suspension (article L. 521-1 du CJA) ouvert aux tiers au contrat et exercé en parallèle d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat, - Recours en excès de pouvoir contre les actes détachables ou les clauses réglementaires du contrat. Ce recours doit être exercé dans les délais prévus à l'article R. 421.1 du CJA, - Référé en matière de secret des affaires prévu à l'article R. 557-3 du CJA, en cas d'atteinte au secret des affaires et à tout moment de la procédure de passation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Organisation qui traite les offres: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: BANQUE DE FRANCE - Direction des Achats

Numéro d'enregistrement: 57210489100013

Département: DIRECTION DES ACHATS

Ville: 39 rue Croix des Petits Champs

Code postal: 75001

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Christopher DELINOIS

Adresse électronique: achats.informatiques@banque-france.fr

Téléphone: 01 42 92 46 77

Adresse internet: www.banque-france.fr

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Profil de l'acheteur: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg
Adresse électronique: ted@publications.europa.eu
Téléphone: +352 29291
Adresse internet: <https://op.europa.eu>
Rôles de cette organisation:
TED eSender

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 7a0730fa-39f7-4718-9fc9-b22206eaa00f - 01
Type de formulaire: Mise en concurrence
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Sous-type d'avis: 16
Date d'envoi de l'avis: 22/05/2026 14:49:48 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français
Numéro de publication de l'avis: 360049-2026
Numéro de publication au JO S: 100/2026
Date de publication: 27/05/2026